

DISCOURS POSITION AFRICAINE DU SENEGAL A LA COP 6

**PAR MAMADOU LAMINE BA,
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DU SENEGAL**

Excellence, Monsieur, le Président de la Sixième Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences Messieurs les Secrétaires Exécutifs des programmes des Nations Unies,

Mesdames, Messieurs les experts représentants des Parties à la Convention,

Pour le Sénégal, la CCNUCC et son Protocole de Kyoto sont des instruments d'un intérêt primordial. En effet, ces outils correctement appliqués permettent une réduction et une séquestration des Gaz à Effet de Serre, tout en assurant le développement durable et la sécurité alimentaire, dans notre pays mais aussi dans la plupart des pays africains.

En effet, le continent africain constitue, par son faible niveau de développement, ses ressources limitées et fragiles, sa vulnérabilité aux changements climatiques et à d'autres phénomènes extrêmes, un espace idéal ouvert aux moindres agressions.

Parce que, ce continent ne pourra faire face rapidement et efficacement aux événements extrêmes, que des moyens et des financements appropriés doivent être mis à disposition pour l'appuyer dans sa lutte contre la pauvreté, le développement du plein

emploi, et la sécurité alimentaire. Cependant, nous reconnaissons que l'Afrique doit contribuer à la mise en place des politiques et mesures adéquates, pour assurer son développement durable : c'est vrai, l'Afrique a suffisamment tourné en rond et nous qui représentons les jeunes générations de gouvernants issus d'élection libre et démocratique, pourront bien le constater.

C'est pourquoi, désormais, nous entendons jouer un rôle ; avec vous, venir sérieusement au chevet de ce continent. Depuis la création de la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement, nous marchons dans ce sens.

Dans ce cadre, d'importantes rencontres de haut niveau ont été organisées. La dernière en date, fut la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement, du 19 au 21 Octobre 2000, que le Sénégal a eu l'honneur d'accueillir, en un temps très court de préparation. Cette Conférence a permis de larges échanges sur les préoccupations environnementales de l'heure. Les Changements Climatiques ont constitué un sujet important de discussion, où toutes les questions clefs furent débattues, avec d'importantes décisions qui collent parfaitement avec les réalités de nos pays.

C'est pourquoi, nous attendons, de cette importante conférence, une prise en compte des décisions résultant de la réunion de Dakar, en particulier, celles portant sur les points suivants :

- le démarrage du MDP, en s'assurant du renforcement des capacités au niveau des pays et de la mise en place au niveau national et sous-régional des institutions et entités devant gérer l'arrangement intérimaire du MDP. Dans ce cadre, des règles simples équitables et transparents permettront la participation de tous les pays,

- la nécessité de prendre en compte les puits dans le MDP, en vue de lutter contre la désertification ; à cet effet, l'agroforesterie et l'agriculture doivent constituer les secteurs à développer,
- le transfert de technologies, l'accent doit être mis sur les technologies liées à l'adaptation face aux impacts des CC, mais aussi sur les technologies de réduction des Gaz à Effet de Serre, ainsi que le développement des technologies autochtones,
- la mise en place du fonds d'adaptation additionnel aux autres financements, avec un prélèvement sur tous les trois mécanismes de flexibilité, pour faire face à la vulnérabilité particulière qui nous caractérise. Dans ce cadre, certains puits liés au reboisement doivent être pris en charge dans ce fonds d'adaptation. Il faudrait aussi envisager la mise en place d'un mécanisme pour financer les opérations de secours dans les pays victimes d'événements extrêmes liés aux changements climatiques (inondations, érosions côtière accélérée etc...),
- l'appui et le financement des communications nationales et des études de vulnérabilité. Comme vous le savez, le Sénégal dès 1995, a réalisé son premier inventaire des GES, ainsi que sa communication initiale présentée à Kyoto en 1997. Aujourd'hui, des études de vulnérabilité des CC sur la la zone côtière, l'agriculture, les ressources en eau ont été réalisées. Par ailleurs, la stratégie nationale de mise en œuvre des CC a été élaborée et présentée l'année dernière à Bonn. Aussi, pour continuer cette dynamique, un appui aux deuxièmes communications nationales doit être envisagé,
- la ratification du Protocole de Kyoto par les grands pays émetteurs, au nom de l'intégrité environnementale, pour sauvegarder la planète et protéger les générations actuelles et futures. La notre subit déjà les caprices du climat, elle continuera à les subir dans les années à venir ; épargnons cela aux générations futures,
- la synergie entre les différentes conventions : CC, Désertification et Biodiversité, pour une meilleure coordination des actions et une optimisation des investissements,
- et enfin le renforcement du PNUE dans son rôle d'assistance, d'appui et de partenariat, notamment, auprès des pays vulnérables et démunis .

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres, le Sénégal est un pays sahélien, où sévit le processus de désertification. L'agriculture de type extensif constitue une des activités économiques dominantes et occupe plus de 60% de la population active. Face à l'augmentation incessante des combustibles fossiles, la pression sur les ressources forestières s'accroît de plus en plus. Ainsi le secteur de l'utilisation des terres et de la foresterie demeure fortement vulnérable aux changements climatiques. L'étude réalisée dans notre pays, sur la vulnérabilité de l'agriculture et des ressources en eau démontre cette fragilité. Des mesures d'adaptation ont été proposées, elles nécessitent des appuis aux niveaux international et bilatéral.

Le Sénégal présente 700 km de côte densément peuplée où sont installés diverses infrastructures. Le secteur du tourisme notamment balnéaire et la pêche participent à plus de 60% au PIB. Cette côte présente des écosystèmes très riches en diversité biologique qu'il faudrait préserver contre l'élévation du niveau marin. L'étude de vulnérabilité de la zone côtière sénégalaise a montré que pour une hypothèse moyenne d'élévation du niveau marin, 50 % des plages sénégalaises allaient disparaître, correspondant à une perte inestimable. Le Sénégal n'est pas en mesure de faire face à de tels impacts qui se manifestent déjà par la perte de terre sur sa côte sud (Pointe de Sangomar et Djiffo) : voilà entre autres, les raisons qui nous poussent à être très actifs dans notre famille de défenseurs de la Terre.

Comme vous le constatez, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, l'adaptation aux changements climatiques est une priorité pour le Sénégal. Et compte tenu de la notion de responsabilité

commune mais différenciée énoncé dans la convention, je réitère ici cette proposition d'un approvisionnement financier soutenu du fonds d'adaptation qui doit être réalisé à travers les trois mécanismes de flexibilité (MDP, activités conjointes, commerce des émissions).

Pour aller dans le sens des propos de Monsieur le Président CHIRAC, si un américain émet trois fois plus qu'un français, un français émet 10 fois plus qu'un sénégalais. En plus, le seul Etat de New-York consomme deux fois plus d'électricité que toute l'Afrique Sub-saharienne, moins l'Afrique du Sud. D'où l'importance de la ratification du Protocole de Kyoto par les pays développés.

L'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto justifie l'existence du fonds d'adaptation. Les manifestations réelles des changements climatiques sont déjà constatées et n'attendent pas les négociations. C'est pourquoi, le Sénégal suggère la gestion du fonds d'adaptation par le FEM avec l'espoir de voir les activités liées à l'adaptation débiter avant l'entrée en vigueur du PK. Cependant le FEM doit adopter des procédures plus simples et plus efficaces.

Le PNUE, avec l'impulsion de son Directeur Exécutif, Monsieur Klaus TOPFER, a acquis une grande expérience dans l'évaluation des impacts des changements climatiques dans les pays en développement, le Sénégal félicite cet effort et le soutient à continuer sur cette voie de renforcement des capacités des expertises africaines pour aider l'Afrique à répondre aux besoins de développement durable et faire face aux changements climatiques .

Le processus de renforcement des capacités des pays en développement menée par le FEM, le PNUE, le PNUD et l'ONUDI doit

se poursuivre pour créer un environnement propice au développement durable. Le renforcement des capacités est une des bases du principe de l'équité développée par la Convention. Ce renforcement se fait à travers l'élaboration des communications nationales et l'acquisition des techniques et technologies appropriées permettant de s'adapter aux changements climatiques.

Hier, nous avons entendu, lors de la réunion informelle, après l'intervention du Président du G77 et de la Chine, et Président de la CMAE, de belles plaidoeries pour l'Afrique. Mais cela, nous l'entendons depuis plus d'un demi siècle. Maintenant, nous souhaitons plus d'actes concrets. L'Afrique se démocratise. L'Afrique est prête à se moderniser. L'Afrique accepte les principes de lutte contre les Changements Climatiques, la détérioration de la couche d'ozone. L'Afrique veut lutter contre la désertification, pour assévir un développement durable passant par une agriculture moderne. Il faut l'y aider.

Les pays en développement ne peuvent pas, par l'intermédiaire uniquement du MDP, éviter le processus des changements climatiques. C'est pourquoi, des actions domestiques de réductions soutenues d'émissions des GES doivent être entreprises dans les pays de l'annexe 1.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres, je ne saurais terminer sans remercier très vivement, le Royaume des Pays Bas, pour son accueil et l'opportunité offerte aux jeunes de tous les pays d'échanger et d'élever leurs voix pour la prise en compte des questions élémentaires de développement durable.

Je remercie également le Secrétariat de la Convention pour le travail efficace qu'il effectue, le PNUE pour l'organisation à Dakar de la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement qui a permis aux Ministres africains d'harmoniser leurs positions sur les négociations en cours. L'Afrique s'organise de plus en plus, pour faire face aux nouveaux défis et enjeux. C'est le lieu, ici, de réitérer notre soutien à l'Afrique du Sud, pour l'organisation du sommet Planète-Terre, prévu en 2002.

Enfin je renouvelle mes sincères remerciements aux pays qui ont appuyé le Sénégal dans ses efforts de mise en œuvre de la Convention, ces deux dernières années :

- les Pays Bas, pour les études de vulnérabilité menées et les projets AIJ en cours, dans le secteur de l'énergie,
- les Etat-Unis, pour tout le programme soutenu de renforcement des capacités nationales et régionales, par des rencontres tenues à Dakar, des études sur la sequestration de carbone,
- et le Japon pour son appui au développement et au financement du projet AIJ dans le secteur de la foresterie.

En souhaitant que nous arriverons à d'importantes décisions ces prochains jours, je vous remercie de votre attention.